

Examen : Bac L

Epreuve : Philosophie

France-examen.com



RAPPEL DU SUJET

SUJET 3 : TRAITE THEOLOGICO-POLITIQUE, SPINOZA

EXPLIQUER LE TEXTE SUIVANT

La fin de l'Etat n'est pas de faire passer les hommes de la condition d'êtres raisonnables à celle de bêtes brutes ou d'automates, mais au contraire il est institué pour que leur âme et leur corps s'acquittent en sûreté de toutes leurs fonctions, pour qu'eux-mêmes usent d'une raison libre, pour qu'ils ne luttent point de haine, de colère ou de ruse, pour qu'ils se supportent sans malveillance les uns les autres. La fin de l'Etat est donc en réalité la liberté. [Et], pour former l'Etat, une seule chose est nécessaire : que tout le pouvoir de décréter appartienne soit à tous collectivement, soit à quelques-uns, soit à un seul. Puisque, en effet, le libre jugement des hommes est extrêmement divers, que chacun pense être seul à tout savoir et qu'il est impossible que tous opinent pareillement et parlent d'une seule bouche, ils ne pourraient vivre en paix si l'individu n'avait renoncé à son droit d'agir suivant le seul décret de sa pensée. C'est donc seulement au droit d'agir par son propre décret qu'il a renoncé, non au droit de raisonner et de juger ; par suite nul à la vérité ne peut, sans danger pour le droit du souverain, agir contre son décret, mais il peut avec une entière liberté opiner (1) et juger et en conséquence aussi parler, pourvu qu'il n'aille pas au-delà de la simple parole ou de l'enseignement, et qu'il défende son opinion par la raison seule, non par la ruse, la colère ou la haine.

SPINOZA

Traité théologico-politique

La connaissance de la doctrine de l'auteur n'est pas requise. Il faut et il suffit que l'explication rende compte, par la compréhension précise du texte, du problème dont il est question.

(1) formuler une opinion

LE CORRIGÉ

I- Présentation du texte :

Le texte proposé aborde des thèmes centraux du programme : l'Etat et la Liberté. Spinoza précise dans cet extrait, dont la structure est claire, sa conception de ce qui doit être la fonction de l'Etat.

Examen : Bac L

Epreuve : Philosophie

France-examen.com



II- L'idée principale du texte :

La thèse défendue par Spinoza est énoncée à la 5e ligne : «La fin de l'Etat est donc en réalité la liberté». Si une telle affirmation n'est pas surprenante *a priori*, il importe toutefois de voir que Spinoza argumente sa position dans un contexte où l'autorité de l'Etat est toute puissante. Il s'agit donc ici pour lui d'argumenter en faveur de la liberté des membres de l'Etat, qui doit assurer non seulement la sûreté des corps mais aussi la liberté des esprits. C'est en réalité la liberté de pensée qui est au coeur de l'argumentation spinoziste, liberté qui inclut la liberté de pensée et la liberté de croyance.

III- Les notions et concepts clés du texte :

Le concept d'**Etat** est articulé à celui de **liberté**.

L'**Etat** désigne ici l'exercice du pouvoir, l'autorité politique en tant qu'elle repose sur le consentement des citoyens parce qu'elle assure leur liberté et non sur des contraintes arbitrairement posées. Il s'agit ici de définir un Etat de droit c'est-à-dire un Etat où l'obéissance aux lois ne menace pas la liberté des citoyens tout en établissant les conditions de leur coexistence pacifique.

La **liberté** dont il est ici question est bien sûr la **liberté politique**, c'est-à-dire la liberté telle qu'elle est définie dans le cadre de la loi.

IV- La structure du texte :

De la ligne 1 à la ligne 5, Spinoza énonce la thèse : l'Etat se doit d'assurer la sécurité des citoyens (« pour que leur âme et leur corps s'acquittent en sûreté de toutes leurs fonctions »), de favoriser l'exercice de la raison (« pour qu'eux-mêmes usent d'une raison libre») et de préserver la paix, la concorde entre tous (« qu'ils ne luttent point de haine, de colère ou de ruse, pour qu'ils se supportent sans malveillance les uns les autres »). Ces trois visées concourent à la **liberté** qui est la fin essentielle de l'Etat.

De la ligne 5 à la ligne 10, il établit quelles sont les conditions nécessaires à la réalisation d'une telle fin. Quel que soit le régime politique de cet Etat (démocratie où c'est le peuple qui gouverne, royauté où le pouvoir revient à un seul, l'aristocratie ou l'oligarchie qui consistent dans le pouvoir de quelques uns), une seule condition doit être remplie : chacun doit renoncer à sa liberté d'agir en fonction de ses seuls intérêts et remettre au pouvoir le droit de légiférer sur les actions. C'est à cette seule condition que peut être préservée la liberté de pensée des citoyens, et ce en dépit de la diversité et des divergences qui règnent en matière d'opinions et de jugements.

Examen : Bac L

Epreuve : Philosophie

France-examen.com



De la ligne 10 jusqu'à la fin de l'extrait, Spinoza tire les conséquences de sa thèse : la restriction des libertés exigée par la vie en commun ne saurait porter que sur le droit d'agir et nullement sur la liberté de pensée et de croyance qui, comme telles, ne constituent aucunement un danger pour la collectivité et la liberté de ses membres. La **liberté de pensée** doit rester hors de la portée du pouvoir souverain tant qu'elle ne constitue pas un danger pour l'ordre public, donc pour la coexistence pacifique des libertés de chacun. C'est ainsi l'exercice de la libre raison qui doit être favorisé tandis que les ressorts des passions doivent être écartés parce qu'ils représentent une menace pour l'autorité politique.

V- Quelques pistes pour mettre en évidence l'intérêt philosophique du texte :

Le texte de Spinoza est précurseur des valeurs défendues dans *La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789 qui proclame que nul ne peut être inquiété pour ses opinions dès lors que leur manifestation ne représente pas un trouble pour l'ordre public et que la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme (voir les articles 10 et 11). Il pose ainsi les fondements d'une liberté de pensée qui apparaît aussi comme la condition d'existence de la communauté politique et de la laïcité qui implique la séparation du politique et du religieux.

Ce qui est en jeu dans ce texte, c'est non seulement la limitation de la liberté naturelle de chaque citoyen mais aussi celle du pouvoir politique au regard de la liberté de penser et des opinions religieuses de chacun. Il s'agit donc d'établir à quelles conditions un Etat de droit peut exister, de déterminer jusqu'où peut s'étendre le pouvoir de l'Etat, quelles doivent être ses limites. On pourra convoquer les analyses de Rousseau (*Du Contrat Social*) qui montrent comment établir un contrat légitime qui substitue à la liberté naturelle, c'est-à-dire au droit illimité de chacun, une liberté politique, établissant ainsi une forme d'association qui défend et protège la personne et les biens de chaque citoyen.